



66297

S



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/ECA/CM.12/19
26 février 1986
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Septième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Yaoundé (République du Cameroun),
7 - 14 avril 1986

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt et unième session de la Commission
et douzième réunion de la Conférence
des ministres

Yaoundé (République du Cameroun),
17 - 21 avril 1986

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE :
RAPPORT INTERIMAIRE COMMUN DE LA CEA, DE L'ONUDI ET DE L'OUA
ET CONSIDERATIONS POUR LES ACTIONS FUTURES 1/

1/ Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

* E/ECA/TPCW.7/1.
E/ECA/CM.12/1.



UNITED NATIONS
ECONOMIC AND SOCIAL

Document
Economic and Social
Council
Commission on Human Rights
Sub-Commission on Human Rights
Working Group on the Right to Development
E/CN.4/Sub.2/1992/12
12 July 1992

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Vingt et unième session de la Commission
et de la sous-commission de la Commission
des droits de l'homme
Rapport de la sous-commission de la Commission
des droits de l'homme
sur les droits de l'homme
12 juillet 1992

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Vingt et unième session de la Commission
et de la sous-commission de la Commission
des droits de l'homme
Rapport de la sous-commission de la Commission
des droits de l'homme
sur les droits de l'homme
12 juillet 1992

RECOMMENDATIONS
The Commission on Human Rights, in its resolution 1992/12, adopted on 12 July 1992, recommended that the Commission on Human Rights should continue to monitor the situation of human rights in the Americas and to report thereon to the General Assembly.

Recommendations
The Commission on Human Rights, in its resolution 1992/12, adopted on 12 July 1992, recommended that the Commission on Human Rights should continue to monitor the situation of human rights in the Americas and to report thereon to the General Assembly.

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 2	1
I. Coopération intersecrétariats	3 - 13	1
II. Activités d'appui au programme de la Décennie	14 - 47	5
A. Principaux facteurs de production et apports connexes	48 - 61	17
B. Perfectionnement du personnel, en particulier de gestion	62 - 64	22
C. Planification industrielle	65 - 69	23
D. Mobilisation de ressources financières	70 - 72	25
E. Activités de préinvestissement	73 - 74	25
F. Coopération industrielle interafricaine	75 - 79	26
G. Etudes et recherches industrielles	80 - 87	28
H. Efforts pour faire connaître la Décennie	88 - 91	30
I. Activités de coopération technique	92	31
III. Mesures à prendre par la Conférence	93	32

INTRODUCTION

1. Le présent rapport intérimaire sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA) suit un plan analogue à celui des rapports annuels présentés conjointement à l'Assemblée générale des Nations Unies par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Il fait le point de la situation en ce qui concerne la mise en oeuvre du programme pour la Décennie en exposant les activités menées en 1985.
2. Le rapport a trait d'une part à la coopération intersecrétariats et d'autre part aux mesures concernant la mise en oeuvre du programme de la Décennie et aux activités menées à l'appui de ce programme. La section sur la coopération intersecrétariats est principalement consacrée aux activités visant à lancer la phase d'exécution du programme de la Décennie (1985-1990), tandis que la description des activités d'appui audit programme est axée sur la mise en oeuvre concrète de projets aux niveaux national, multinational, sous-régional et régional.

I. COOPERATION INTERSECRÉTARIATS

3. Au début de 1985, la coopération entre les trois organisations principales - Organisation de l'unité africaine (OUA), CEA et ONUDI - a consisté, entre autres, à préparer la vingt et unième Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement africains qui a eu lieu à Addis-Abeba (Ethiopie) en juillet 1985. Des contributions ont été notamment apportées par l'intermédiaire de la Conférence des ministres de la CEA, dont la onzième session s'est tenue dans la même ville en avril 1985.
4. La Conférence au sommet, essentiellement consacrée aux questions économiques, s'est réunie à un moment où la grave crise que traversait la région compromettait sérieusement l'exécution du programme de la Décennie. Cette crise a entraîné un nouveau recul pour la croissance et les résultats du secteur manufacturier et accru le nombre des industries fonctionnant nettement au-dessous de leur capacité. Elle s'est également traduite par le fait que

beaucoup d'industries subsistaient grâce à de fortes subventions et que de plus en plus d'industries consommaient des devises sans en gagner et n'apportaient aucune contribution à la production alimentaire, au secteur agricole ou au développement technologique.

5. En attribuant une priorité élevée à l'industrie, principal secteur d'appui pour l'alimentation et l'agriculture, la Conférence au sommet a adopté une série de mesures à court, moyen et long terme pour la phase d'exécution (1985-1990) de la Décennie qui coïncide presque exactement avec la période couverte par le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique adopté par la vingt et unième Conférence au sommet. Les mesures à court terme portent, entre autres, sur les points suivants : évaluation critique des principales entreprises industrielles eu égard à la nécessité de rationaliser le recensement des compétences industrielles et moyens techniques requis pour mettre en oeuvre les programmes et projets industriels; lancement de programmes nationaux de maintenance industrielle, y compris la production de pièces de rechange; développement de la normalisation et du contrôle de la qualité dans la production industrielle.

6. Les mesures à moyen et à long terme comprennent notamment le renforcement du potentiel national nécessaire pour identifier, élaborer, évaluer, négocier et exécuter les projets, en particulier dans les industries stratégiques motrices retenues pour le programme de la Décennie; l'adoption de politiques appropriées et de mesures d'encouragement visant à faciliter la participation des nationaux au capital et à la gestion d'entreprises industrielles; l'élaboration et l'exécution de programmes à moyen et long terme en vue de constituer la main-d'oeuvre industrielle indispensable à tous les niveaux.

7. Conformément à la résolution 8 adoptée par sa quatrième Conférence générale, l'ONUDI - en coopération avec la CEA et l'OUA - a mené des travaux visant à une intégration plus poussée des projets du programme initial intégré de promotion industrielle à l'échelon sous-régional (document UNIDO/OED.138, ou ID/CONF.5/CRP.1). A cet effet, des réunions de suivi sur la coopération industrielle ont été organisées en décembre 1985 à Lomé (Togo) pour la sous-région d'Afrique de l'Ouest et en janvier 1986 à Bujumbura (Burundi) pour la sous-région d'Afrique centrale. A ces réunions, les progrès réalisés dans l'exécution du programme initial intégré de promotion industrielle ont été

examinés et le programme a été adapté aux besoins et priorités actuels des sous-régions; on y a également défini les mesures d'ordre politique, institutionnel et autres indispensables à l'exécution accélérée du programme.

8. Durant la période examinée, les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI ont également coopéré pour préparer la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie et la Réunion intergouvernementale plénière d'experts qui doivent avoir lieu à Bujumbura (Burundi) du 12 au 17 mars et du 19 au 22 mars 1986 respectivement.

9. La période examinée a en outre été marquée par la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée au sein du système des Nations Unies. Les activités prévues pour la phase d'exécution de la Décennie ont été engagées compte dûment tenu du programme de coopération technique établi par le Secrétariat de l'ONUDI qui l'a présenté à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI (document ID/CONF.5/33) avec l'exposé des projets proposés pour la phase d'exécution (document ID/CONF.5/CRP.2) et des projets contenus dans le programme initial de promotion industrielle à l'échelon sous-régional.

10. Par ailleurs, dans le cadre du programme général de travail de la CEA, on a dûment pris en considération le rapport intérimaire sur l'exécution du programme de travail de la CEA intéressant l'industrie au Centre multinational de programmation et d'exécution des projets (MULPOC) présenté aux réunions des organes de décision des MULPOC tenues en février, mars et avril 1985 (documents ECA/MULPOC/NIA/VIII/XVIII/a et b, ECA/MULPOC/LUSAKA/VIII/4(a/6/d), ECA/MULPOC/TANGIERS/E.15/V/15, et ECA/MULPOC/GISENUI/VIII/16). Il a également été tenu compte de l'étude sur la crise et sur les rapports avec la modernisation et la revitalisation de l'industrie (document E/ECA/CM.11/32) présentée à la onzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 11 au 29 avril 1985.

11. La CEA a joué le rôle principal dans l'organisation, en collaboration avec l'OUA et l'ONUDI, du premier atelier régional africain d'experts sur le rôle des secteurs privé et paraétatique dans l'exécution accélérée du programme de la Décennie qui a eu lieu à Addis-Abeba (Ethiopie) du 11 au 13 décembre 1985. Les participants ont, entre autres, défini et mis en évidence le rôle de l'Etat en tant que régulateur et agent économique,

d'une part, et la contribution que les agents locaux de production et de distribution pourraient et devraient apporter à cette exécution accélérée du programme aux niveaux national, sous-régional et régional d'autre part. Les recommandations des experts seront présentées pour approbation à la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie.

12. La coopération avec les organisations africaines sous-régionales a été intensifiée, notamment en ce qui concerne la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CESEAO), l'Union du fleuve Mano, la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP), la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) et l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) qui jouent un rôle dirigeant de plus en plus important, dans leurs sous-régions respectives, pour ce qui est de promouvoir la coopération et l'intégration industrielles. Les projets et les programmes que l'ONUDI et la CEA lancent et mettent au point conjointement avec les organisations susmentionnées permettent d'intensifier également la coopération avec la communauté internationale, comme le montrent les propositions de coopération présentées par la SADCC ainsi que par la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque mondiale.

13. La promotion et l'exécution du programme pour la Décennie ont également été facilitées par la présence, dans la région, des conseillers industriels hors siège de l'ONUDI (les SIDFA) et des administrateurs auxiliaires. Le nombre de ces derniers a été porté à 22, pour 42 pays. En plus d'une liaison étroite assurée par la Division mixte de l'industrie CEA/ONUDI, la coopération entre la CEA, l'OUA et l'ONUDI a bénéficié du fait que les trois secrétariats demeurent en contact permanent et que le Comité mixte intersecrétariats coordonne les activités menées dans le but commun de renforcer la mise en oeuvre du programme de la Décennie.

II. ACTIVITES D'APPUI AU PROGRAMME DE LA DECENNIE

14. Outre les activités conjointes susmentionnées, les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI ont poursuivi le processus d'adaptation et de réorientation de leurs programmes exposé dans les rapports antérieurs (documents ID/B/274, ID/B/297, ID/B/313 et ID/B/330). Ce faisant, ils ont mis l'accent sur le respect des priorités fixées pour la Décennie et, en particulier, sur la nécessité de contribuer à la création ou au renforcement d'industries motrices. L'élaboration de plans de développement industriel cohérents s'est fondée sur les Directives concernant les mesures prioritaires à prendre pendant la phase préparatoire (1982-1984) (ID/310), établies conjointement par l'OUA, la CEA et l'ONUDI et publiées en février 1984, où sont énoncés des critères pour le recensement et la sélection de projets industriels moteurs aux niveaux national, multinational et sous-régional.

15. Diverses activités menées par les secrétariats à l'appui de la Décennie sont mentionnées ci-après, à titre d'exemple. On trouvera des renseignements plus détaillés à leur sujet dans le Rapport annuel de la CEA pour la période 1984-1985 et, à une date ultérieure, dans le Rapport annuel du Directeur général de l'ONUDI pour 1985.

16. La nécessité absolue d'assurer l'autonomie en matière alimentaire est apparue à l'évidence devant les ravages causés par la persistance de la sécheresse, l'aggravation de la famine, les progrès de la désertification et diverses catastrophes naturelles. On s'est rendu compte aussi qu'il fallait s'intéresser de près au rôle joué par le sous-secteur des agro-industries dans le développement général du continent, et tout spécialement dans la réalisation de l'autosuffisance en matière de production alimentaire. Il est encourageant de constater que tout le monde est d'accord pour ne voir dans l'aide alimentaire qu'une solution à court terme. A long terme, les grands programmes devront être axés sur la recherche de solutions durables face aux insuffisances croissantes des secteurs alimentaire et agricole.

17. Cela étant, l'ONUDI a décidé d'orienter son assistance vers la revitalisation, la modernisation et l'expansion des industries alimentaires et des agro-industries afin d'assurer les apports nécessaires pour réaliser un développement autosuffisant et auto-entretenu. A cet effet, elle a fourni une

assistance à l'Institut de la technologie alimentaire à Dakar (Sénégal), à l'Institut fédéral de recherche industrielle de Oshodi (FIIRO), dans l'Etat de Lagos (Nigéria) et au Centre régional africain de la technique (CRAT) à Dakar (Sénégal). Au Mali, l'ONUDI a continué à apporter une assistance visant à réduire le coût des jus de fruit produits dans le pays en améliorant le conditionnement; des améliorations introduites dans les procédés de pasteurisation permettront également de réaliser des économies. Certains projets ont été entrepris en coopération avec d'autres pays en développement - le Brésil et la Yougoslavie, par exemple. Compte tenu de la priorité accordée par la région à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire et à la lutte contre la désertification et la famine, l'ONUDI a en outre aidé le Niger à créer des installations pilotes pour la transformation du manioc en gari et autres produits alimentaires, pour la conservation des oignons grâce à l'utilisation de l'énergie solaire et pour la production de coulis et purée de tomates.

18. La CEA, en coopération avec le Groupe consultatif des industries alimentaires et agricoles, a continué à promouvoir l'utilisation de farines composées pour la fabrication de produits de boulangerie et d'autres produits à base de blé. Le répertoire technique sur les farines composées a été publié en 1985 comme prévu. A la demande de plusieurs pays africains, la CEA a également fourni une assistance technique et des services consultatifs aux agro-industries et effectué des études concernant divers aspects de ce sous-secteur. Outre qu'elle a participé à un séminaire national sur des farines composées où ont été présentés deux documents ("National Composite Flour Implementation in Ethiopia" et "Major Decision Areas"), une mission envoyée à Lagos (Nigéria), en juin 1985, a examiné avec le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques (ARCEDEM) la modernisation de l'usine de manioc de Faranah (Guinée), ainsi que la normalisation de la machine Tinkono à râper le manioc, à Bo (Sierra Leone), et la détermination de son rendement; à l'issue de cet examen, il a été décidé d'entreprendre en 1986, dans ce domaine, des activités dont le financement initial serait assuré par le Groupe consultatif des industries alimentaires et agricoles et l'ARCEDEM, et qui bénéficieraient d'un appui institutionnel du FIIRO.

19. Parmi les autres activités menées par la CEA en 1985 en vue de faciliter la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, on peut citer les suivants : élaboration d'un programme régional de formation portant sur les farines

composées, à l'intention du Centre de recherche sur l'alimentation de Khartoum (Soudan); évaluation comparée et analyse coûts-avantages de procédés traditionnels et de procédés améliorés pour le traitement à petite échelle de l'huile de palme - Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Zaïre; achèvement d'une étude de prérealisation pour la production et le traitement du manioc au Zaïre.

20. Dans le domaine de l'industrie du cuir, on a achevé le projet visant à fournir l'infrastructure initiale nécessaire à l'Institut tanzanien de la technologie du cuir. D'une manière générale, les activités de coopération technique dans le secteur du cuir se sont inscrites dans le cadre d'une approche de programme intégrée visant à utiliser au maximum le potentiel de la région. On peut en citer comme exemple le lancement d'un projet spécifiquement lié à la Décennie et consistant à mettre en route un programme de développement intégré pour l'industrie du cuir et des articles en cuir dans certains pays d'Afrique. Des consultants spécialisés et des experts locaux ont établi des études sur l'industrie du cuir dans les pays suivants : Burkina Faso, Egypte, Ethiopie, Guinée, Mali, Mozambique, Niger, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tunisie, Zambie; ces études ont été examinées à la huitième réunion du Groupe de l'industrie du cuir de l'ONUDI, tenue à Vienne (Autriche) en novembre 1985, et il est à présent envisagé de réunir, dans le cadre du Système de consultations de l'ONUDI, un groupe d'experts qui étudierait des propositions concrètes de projets relatives au lancement de programmes de développement intégré dans divers pays d'Afrique. Une étude sur la fabrication de pièces et accessoires pour chaussures a également été effectuée en Egypte; une fois achevés les travaux de réalisation, cette étude servira de base pour la création d'installations analogues dans d'autres pays d'Afrique.

21. Au cours de l'année 1985, la Division mixte de l'industrie CEA/ONUDI, en coopération avec le Secrétariat du Commonwealth, a entrepris des activités portant sur l'évaluation de l'industrie du cuir et des articles en cuir dans les pays africains membres. Il s'agissait notamment d'évaluer l'importance et le potentiel de ce secteur dans la région pour a) élaborer des mesures assurant la collecte et l'utilisation efficaces des cuirs et peaux, et b) proposer des projets d'investissement comportant l'emploi de diverses techniques, notamment de techniques convenant à l'industrialisation rurale. Les conclusions de ces travaux seront communiquées aux pays membres dans le cadre d'un atelier prévu pour 1986.

22. En ce qui concerne l'industrie textile, les activités d'assistance technique à la Tanzania National Textile Corporation ont été terminées en 1985. Au cours de cette année, il a été créé une usine de vêtements à Dar es-Salaam (Tanzanie), avec une installation annexe au Lesotho, afin de promouvoir l'intégration des femmes dans l'industrie. Un programme d'assistance technique aux coopératives de fabrication d'articles d'habillement en Tanzanie et au Mozambique a été établi pour exécution en 1986. On élabore actuellement, en coopération avec le Gouvernement italien, un projet portant sur la modernisation d'une usine de sacs en sisal en Tanzanie, et une étude de faisabilité a été consacrée à la création d'une installation de tricotage de laine de caracul au Botswana. L'ONUDI a également fourni une assistance (étude de préréalisation) pour la création d'un complexe textile en République centrafricaine; les activités de suivi sont en cours d'examen. Dans le cadre d'un projet du Centre du commerce international (CCI), l'ONUDI a aidé le Centre sénégalais de commerce extérieur à faire une enquête sur les possibilités d'exportation de l'industrie textile et l'on envisage de consacrer une étude au secteur textile du Nigéria. Il a été élaboré un programme d'assistance technique pour une usine de vêtements relevant de la Lesotho National Development Corporation qui sera exécuté en 1986, et l'ONUDI fournira également une assistance à une usine analogue à Sao Tomé-et-Principe.

23. Dans le domaine de l'industrie de transformation du bois, les travaux ont été dominés par les activités du Groupe consultatif FAO/CEA/ONUDI sur les industries forestières en Afrique. Ce groupe a continué d'apporter son assistance dans toute la région aux industries secondaires de transformation du bois, et s'est plus particulièrement occupé de projets en Ethiopie portant, notamment, sur l'évaluation des industries du meuble et de la menuiserie, mais il s'est aussi chargé de la formation de cadres moyens à l'échelon régional. Limitée jusqu'à maintenant à la fourniture d'un conseiller régional pour les industries forestières secondaires, la participation de l'ONUDI à ce groupe a été renforcée par l'adjonction d'un expert associé en matière de techniques du bois.

24. Outre la continuation de son assistance aux Etats Membres d'Afrique, sous forme de services consultatifs, d'identification et d'évaluation de projets, et outre l'élaboration d'un plan destiné au sous-secteur de la transformation

du bois, le Groupe consultatif FAO/CEA/ONUDI sur les industries forestières s'est surtout préoccupé en 1985 de 11 grands projets à court terme. Ces projets s'échelonnaient de l'exécution d'études à des activités promotionnelles en rapport avec divers aspects de l'industrie forestière aux échelons national, sous-régional et régional. Parmi les autres activités entreprises, on peut mentionner la formation de membres de l'Organisation africaine du bois dans les domaines suivants : application des Modèles informatiques de l'ONUDI pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité (COMFAR) à la planification dans les industries forestières; mise au point de techniques pour l'exécution d'assemblages chevillés à l'aide de perceuses à moteur peu coûteuses; promotion de méthodes de conservation du bois appropriées au traitement des eucalyptus et d'autres essences au Lesotho.

25. Dans le domaine des matériaux de construction et du bâtiment, on s'est efforcé d'atténuer les problèmes résultant des disparités considérables qui existent entre les zones urbaines et les zones rurales pour ce qui est des approvisionnements. A cet effet, l'ONUDI a présenté, en 1985, au Gouvernement tanzanien une unité mobile de fabrication mécanique de briques dans le cadre de son programme de coopération technique pour la Décennie. Les résultats de ce projet seront communiqués à d'autres pays de la région qui doivent résoudre le problème de l'approvisionnement des lieux écartés.

26. L'ONUDI a continué d'aider la CEDEAO à évaluer une grande cimenterie sous-régionale en Afrique de l'Ouest, et elle a maintenu son concours à la création de la cimenterie de Suez, en Egypte. L'industrie du ciment de la Jamahiriya arabe libyenne a bénéficié d'une assistance accrue, et des mesures ont été prises pour accroître la coopération entre les pays francophones de la région par l'intermédiaire de la CIMA-FRIQUE.

27. Conséquence de l'assistance fournie par l'ONUDI à la Zone d'échanges préférentiels (ZEP), le sixième Conseil des ministres des pays de la ZEP a demandé à l'ONUDI d'apporter son concours au développement du secteur de l'industrie du ciment en se chargeant d'une étude de marché, d'une analyse industrielle et d'une étude approfondie de certaines usines, y compris l'évaluation des besoins de formation et des installations. A l'achèvement de l'enquête, il conviendra d'examiner le marché du ciment et de faire des propositions pour la modernisation de certaines usines et d'autres activités complémentaires.

28. Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour promouvoir la coopération économique et technique entre pays en développement dans le secteur de l'industrie des matériaux de construction, la CEA, en coopération avec le Gouvernement soviétique, a organisé à Moscou, en septembre 1985, un séminaire sur la planification des établissements humains. Le séminaire a été l'occasion d'un échange de vues sur les solutions qu'on pourrait apporter aux problèmes de construction et d'aménagement des zones urbaines et rurales. Complément de l'assistance fournie par la CEA au Centre expérimental pour la recherche et l'étude des questions relatives au bâtiment et aux travaux publics, des journées d'étude régionales sur la construction spontanée de logements à bon marché ont été également organisées à Addis Abeba (Ethiopie) en novembre 1985.

29. Dans le sous-secteur de l'industrie métallurgique, l'ONUDI a maintenu son assistance au développement de l'industrie de la fonderie et à la modernisation des usines métallurgiques, particulièrement dans le secteur de la sidérurgie. Des projets ont été exécutés dans un grand nombre de pays. En Angola, une assistance a été fournie à l'industrie de la fonderie et à une usine sidérurgique, mais elle a également porté sur des travaux préparatoires, en vue de la création d'un centre de collecte et de traitement des ferrailles. Au Bénin, une étude de faisabilité a été entreprise pour l'installation d'une mini-acierie. En Ethiopie, une assistance technique a été fournie pour la fabrication de l'acier au four à arc électrique, et un voyage d'étude a été consacré au développement de l'industrie de la fonderie. En Guinée, une assistance a été fournie en vue de la création d'un centre de réparation et d'entretien d'équipements industriels. Au Nigéria, l'ONUDI a apporté son assistance au Central Metallurgical Research and Development Institute. Des fonderies ont bénéficié d'une assistance en Somalie et au Soudan, alors que des ateliers de mécanique étaient créés en Somalie et en Tanzanie. Au Zimbabwe, une assistance a été fournie à la ZISCOSTEEL pour l'entretien de l'équipement électrique de ses installations sidérurgiques.

30. Outre ces projets nationaux, l'ONUDI a accordé une attention particulière au renforcement de la coopération sous-régionale et régionale dans le secteur de la métallurgie. Par exemple, elle a prolongé son stage régional de démonstration sur l'entretien systématique dans l'industrie métallurgique et la fonderie, en coopération avec l'Egyptian Iron and Steel Company qui apporte

son concours à d'autres pays d'Afrique. En outre, la création en Egypte d'un centre régional d'entretien systématique a été approuvée dans le courant de l'année. Ce centre sera chargé de créer ou de renforcer les services d'entretien systématique (y compris dans le domaine de la production et du contrôle de la qualité des pièces détachées) dans les établissements industriels de l'ensemble de l'Afrique et, à cet effet, il fournira des experts et organisera des stages de formation. Dans un autre domaine sous-régional, l'ONUDI a également entrepris une étude préliminaire des gisements de minerai de fer à Say (Niger), à la demande de la Commission mixte Niger-Nigéria de coopération économique.

31. Au titre de sa participation au développement des industries métallurgiques de l'Afrique, l'ONUDI continuera de mettre l'accent sur le développement du secteur de la fonderie. La création d'une fonderie de démonstration est envisagée en Ethiopie, l'installation d'une fonderie pilote, utilisant le moulage à la cire perdue, est en cours de préparation au Nigéria, et une assistance sera fournie aux fonderies du Sierra Leone et du Soudan. En outre, le programme de coopération avec les pays de la ZEP a été intensifié et le sera encore à l'avenir. L'ONUDI, la ZISCOSTEEL et le Secrétariat du Commonwealth ont mené à bien l'évaluation technique détaillée des petites installations de relaminage et des aciéries intégrées de la région. En particulier, des experts de la ZISCOSTEEL se sont rendus dans des usines sidérurgiques en Angola, en Ethiopie et au Mozambique et ils ont donné des conseils en vue de leur modernisation. Les futurs projets communs porteront sur une étude comparative conduisant au choix du meilleur emplacement et de la meilleure technique pour l'usine d'éponges de fer qui alimentera les principales unités de transformation du fer, et facilitera ainsi l'expansion de l'industrie sidérurgique de la région. Enfin, un programme à long terme et une série de travaux préparatoires seront entrepris en 1986. Des programmes seront également élaborés pour exploiter les gisements minéraux de la région, notamment les gisements de minerai titanifère du Mozambique et les gisements de minerai de fer du Swaziland.

32. Des journées d'étude communes ARCEDEM/ONUDI sur la fonderie et la métallurgie de base pour les pays en développement d'Afrique ont eu lieu en Hongrie en septembre-octobre 1985. Seconde réunion de ce genre, ces journées d'étude ont réuni 19 participants de neuf pays d'Afrique. Dix-huit personnes

de 12 pays d'Afrique ont participé à des journées d'étude et de démonstration sur les techniques et les équipements utilisés dans la métallurgie et les industries du traitement des métaux (AFROMENT 85) qui ont eu lieu à Katowice (Pologne) en août 1985, en même temps que la Foire internationale de Silésie consacrée aux mines, à l'énergie et à la métallurgie (SIMMEX 85).

33. Pour donner suite aux recommandations de la Conférence des ministres de l'industrie des pays de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP), une mission commune Secrétariat du Commonwealth/CEA/ONUDI/ZEP s'est rendue au Burundi, au Rwanda, à Madagascar, à Maurice et en Zambie, en avril et mai 1985, pour recueillir des informations sur la sidérurgie. Les conclusions de cette mission ont été communiquées au Sous-Comité de la ZEP sur la sidérurgie, dont les recommandations ont été soumises au Comité de la ZEP sur la coopération industrielle et, par la suite, au Conseil des ministres de la ZEP, pour approbation.

34. Dans le sous-secteur des industries mécaniques, l'assistance fournie par l'ONUDI a surtout été axée sur la réparation et l'entretien des équipements industriels, ainsi que sur la fabrication de pièces détachées. Les activités engagées dans ce domaine se sont poursuivies en Angola, au Cameroun, à Madagascar, au Mali, en Namibie, au Sénégal, en Somalie et à Sao Tomé-et-Principe. Plusieurs projets portant sur la fabrication, l'entretien et la réparation de pompes à main et à moteur ont été entrepris au Mali et au Sénégal. En rapport étroit avec l'industrie alimentaire, une assistance technique a été fournie au Lesotho pour la fabrication d'outils et de machines agricoles. Ce projet a notamment donné lieu à la mise au point, à l'essai et à la fabrication d'outils agricoles simples et conformes aux spécifications locales. Une assistance technique comparable a été fournie au Burkina Faso, au Cameroun, à l'Ouganda, à la Somalie et au Togo. La création d'un service des machines agricoles pour les pays membres de l'ancienne Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM) et la Somalie a bénéficié du concours d'experts de l'ONUDI. Des mesures ont également été prises pour faciliter la création d'un réseau pour l'industrie des machines agricoles destiné aux pays de la SADSCC.

35. L'assistance technique fournie au secteur de l'industrie mécanique a porté sur d'autres domaines, et notamment sur la création et le fonctionnement d'installations de construction et de réparation navales aux Seychelles, et

sur l'assistance à un chantier naval du Kenya. Une réunion technique sur les petites installations de construction et de réparation navales des pays de l'Afrique de l'Est a été organisée à Port-Louis (Maurice) en décembre 1985. Les participants sont venus des Comores, de Djibouti, d'Ethiopie, du Kenya, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles, de la Somalie et de la Tanzanie. La réunion a été l'occasion de procéder à un échange de données d'expérience qui facilitera, dans ce domaine, l'instauration d'une coopération technique entre pays en développement.

36. Pour donner suite aux négociations entre la CEA et le Gouvernement indien, ce dernier a fait don de 350 000 dollars pour un programme de développement de l'industrie mécanique s'inscrivant dans le cadre de l'IDDA. Une mission commune ONUDI/CEA/ZEP/Gouvernement indien a passé quatre mois dans sept pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe appartenant à la Zone d'échanges préférentiels - Ethiopie, Kenya, Maurice, Ouganda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe - pour identifier et déterminer les possibilités offertes aux industries mécaniques existantes et pour évaluer l'expansion correspondant aux besoins de la sous-région de la Zone d'échanges préférentiels.

37. La CEA a également participé à la sixième Réunion du Comité de la ZEP sur la coopération industrielle, tenue à Lusaka (Zambie), en octobre-novembre 1985, et a présenté un document sur la fabrication des pièces détachées dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Elle a également organisé en novembre et décembre 1985, en coopération avec l'ARCEDEM et l'ONUDI, une mission commune pour promouvoir le développement intégré de l'industrie mécanique au Burundi, en Gambie, au Ghana, au Libéria, au Rwanda et au Sierra Leone.

38. Dans le sous-section des industries chimiques, et pour donner directement suite au Symposium régional sur l'utilisation des plastiques dans l'agriculture, qui a eu lieu à Alexandrie (Egypte) en octobre-novembre 1984, un projet a été entrepris en juillet 1985 pour renforcer les moyens dont disposent le Centre de développement des plastiques en vue de leur utilisation à des fins agricoles. Ce projet a été conçu pour améliorer et diversifier la fabrication de produits en plastique destinés à l'agriculture et à la gestion des eaux, et pour promouvoir la coopération technique entre les pays de la région. Il doit également contribuer à accroître la production alimentaire

dans les zones d'Afrique qui souffrent de la sécheresse. Au cours de la phase finale du projet, des journées d'étude sur l'utilisation des plastiques dans l'agriculture ont eu lieu à Alexandrie (Egypte), en décembre 1985, pour initier les participants venus de pays d'Afrique, frappés par la sécheresse, à l'utilisation et à l'application des plastiques dans l'agriculture.

39. Dans le cadre du Système de consultations de l'ONUDI, une réunion régionale a été organisée en 1982 pour échanger des données d'expérience acquises dans le domaine de la construction et du fonctionnement des usines d'engrais. La raffinerie de sel construite au Bénin est entrée comme prévu en service en 1985, et les méthodes traditionnelles de production du sel par chauffage au bois ont été modifiées en République centrafricaine, avec l'assistance de l'ONUDI.

40. La huitième réunion du Conseil des ministres du MULPOC, organisme dont le siège est à Niamey, s'est tenue à Niamey (Niger) en janvier-février 1985; elle a examiné, entre autres choses, les besoins en engrais de la sous-région et a recommandé qu'une usine d'ammoniac soit installée en Côte d'Ivoire pour approvisionner la sous-région. En outre, une mission commune CEA/Gouvernement éthiopien, placée sous l'égide du Gouvernement néerlandais, s'est rendue au Canada en septembre 1985 pour examiner avec une société d'ingénierie canadienne l'étude de pré faisabilité qu'une société française avait faite sur la potasse en Ethiopie.

41. Dans le cadre de l'assistance technique fournie par la CEA aux pays de la ZEP, une mission a été envoyée en mai 1985 à Djibouti, à Madagascar et aux Comores pour évaluer la demande d'engrais et déterminer les quantités et les types d'engrais nécessaires. La mission a également évalué les installations de production existantes, analysé les moyens de transport et de distribution et étudié les disponibilités en matières premières nécessaires. Ses conclusions ont été présentées au Sous-Comité de la ZEP sur les produits chimiques et les engrais et, ensuite, au Comité de coopération industrielle pendant leurs réunions organisées à Lusaka (Zambie) en octobre-novembre 1985.

42. Pour donner suite à une recommandation de la réunion des Secrétaires exécutifs des Commissions régionales, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en avril 1985, la CEA a participé à Lahore (Pakistan), en novembre 1985, à un

séminaire de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) sur la production des engrais et la collecte des informations commerciales. Au cours de la réunion, la CEA et la CESAP ont définitivement adopté diverses propositions de coopération économique et technique dans le domaine des engrais et de la mise au point des pesticides, et elles ont plus particulièrement mis l'accent sur la création en Afrique d'un réseau régional d'information et de consultation en matière d'engrais.

43. Dans le domaine des produits pharmaceutiques, l'ONUDI a accordé une importance particulière au transfert de technologie pour la production de produits essentiels : sels de réhydratation par voie buccale et liquides d'injections intravéneuses pour le traitement des affections gastro-intestinales qui sont un des grands problèmes de santé en Afrique. A l'heure actuelle, la plupart des pays de la région sont entièrement tributaires des importations pour ces produits essentiels. En cas d'urgence, par exemple en période d'épidémie de diarrhée ou de choléra, ces médicaments ne sont pas toujours immédiatement disponibles et cette lacune est cause de décès. La technique de production des sels de réhydratation par voie orale est relativement simple, mais celle des liquides d'injections intravéneuses est plus complexe. Etant donné le caractère essentiel de ces produits et l'inexistence des techniques nécessaires à leur production dans les pays de l'Union du fleuve Mano, l'ONUDI installe une usine pilote de démonstration en Guinée, pays où la modernisation d'une usine de produits pharmaceutiques s'est achevée sous les auspices du PNUD et de l'ONUDI. L'usine pilote, dont la construction doit se terminer en 1986, permettra de mettre en valeur les ressources humaines et d'appliquer les techniques nécessaires à la production et au contrôle de la qualité des sels de réhydratation par voie buccale et des liquides d'injections intraveineuses. Outre la production de trois millions de sachets de ces sels et de 750 000 unités de liquide par an, cet établissement servira de centre de démonstration et de formation pour la région d'Afrique, et en particulier pour les pays de l'Union du fleuve Mano.

44. Dans le secteur de la petite industrie, dont le développement est indispensable à la réalisation d'une croissance économique équilibrée et harmonieuse, l'ONUDI a exécuté une série de projets. Au Sénégal, l'assistance à la Société nationale d'études et de promotion industrielles s'est poursuivie et a conduit à l'élargissement de services de vulgarisation et d'installations

communes. Au Zimbabwe, des services d'appui à la petite industrie ont été fournis au titre d'un programme de développement régional comportant la création d'un réseau de diffusion des techniques et de systèmes d'appui financiers, en plus des services concernant la conception et l'adaptation de produits, l'amélioration de la qualité, la gestion des affaires et le perfectionnement des techniques commerciales.

45. On reconnaît généralement que, dans tout programme de développement adapté aux besoins de la région d'Afrique, le rôle du secteur rural ne doit pas être sous-estimé. La population rurale constituant 80 % environ de la population totale de la région, la méconnaissance de ce secteur a créé les énormes problèmes que révèle un exode rural d'une ampleur sans précédent. Un programme de développement industriel correspondant aux besoins des zones rurales atténuerait, dans une large mesure, cet exode tout en favorisant leur développement d'ensemble.

46. Dans le domaine du développement industriel des zones rurales, l'ONUDI a exécuté en 1985 un nombre appréciable de projets dans toute la région. Certains de ces projets étaient très complexes et visaient à renforcer les moyens dont disposent les institutions locales, tandis que d'autres portaient sur des activités plus traditionnelles telles que la fourniture d'installations mobiles d'entretien et de réparation et la modernisation d'industries dans les zones rurales. Au Kiwu (Zaïre), par exemple, l'ONUDI s'est surtout attachée à la création de prototypes d'outils adaptés aux besoins des collectivités villageoises pour qu'elles puissent utiliser les ressources locales. Des activités comparables ont eu lieu au Burundi, aux Comores et au Rwanda, tandis que Madagascar et la Tanzanie bénéficiaient d'efforts portant essentiellement sur la modernisation d'unités industrielles existantes. Au Libéria, deux bureaux régionaux de la Commission nationale d'investissement ont bénéficié d'une aide leur permettant d'apporter leur appui au développement des industries rurales, alors que le Service des industries rurales de la Zambie a reçu une aide pour la formation de fonctionnaires chargés de la vulgarisation en utilisant des installations mobiles adaptées aux besoins de l'industrie alimentaire, du travail du bois et de la commercialisation des produits de l'artisanat dans les zones rurales.

47. Le Répertoire de la CEA sur les profils de projets pour la petite industrie en Afrique, dont la première édition remonte à 1984, a été mis à jour et élargi pour y faire figurer de nouvelles offres industrielles. La CEA a également organisé un séminaire sur le développement des petites industries sur les marges des pays de la CEPGL qui s'est tenu à Toma (Zaïre) en octobre 1985. Pour donner suite à ce séminaire, une mission commune CEA/CEPGL se rendra dans ces pays en 1986 pour élaborer, dans le domaine de la petite industrie, des profils de projets fondés sur l'utilisation des ressources locales.

A. Principaux facteurs de production et apports connexes

Ressources naturelles et énergie

48. Malgré ses grandes richesses naturelles, l'Afrique est le continent le moins développé. Constatant ce triste état de choses, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont exprimé, dans le Plan d'action de Lagos et les documents relatifs à l'économie qui l'ont suivi, leur résolution de n'épargner aucun effort pour que l'Afrique recouvre la souveraineté de ses ressources naturelles. Ils ont en outre décidé que le développement du continent devrait être endogène. Cet appel a pris une dimension nouvelle avec le programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 que le sommet de l'OUA a adopté à sa vingt et unième session, en juillet 1985. C'est dans ce contexte que l'OUA, la CEA et l'ONUDI, en collaboration avec d'autres organisations intéressées, ont repensé leurs activités.

49. Le programme relatif à l'énergie est essentiellement un programme d'efforts constants pour développer l'infrastructure nationale, sous-régionale et régionale de façon à pouvoir recenser, évaluer, extraire et gérer les ressources énergétiques pour satisfaire les besoins intérieurs et acquérir des devises. Le programme de la CEA dans ce secteur est axé sur l'intégration des politiques énergétiques dans le processus global de planification socio-économique. Pour aider les Etats Membres à y parvenir, la CEA a envoyé dans divers pays des missions chargées de prêter leur concours aux gouvernements pour formuler des politiques énergétiques intégrées et les incorporer aux politiques globales de développement et de croissance

économique. En même temps, ont été recueillies des données pour l'inventaire et l'évaluation des différentes sources d'énergie présentes dans chaque pays, comme les hydrocarbures, le charbon, l'hydroélectricité et les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. A l'heure actuelle, le programme s'étend aux sous-régions de l'Est et australe, et du centre et (en partie) de l'Ouest, et des missions sont allées au Botswana, au Congo, au Libéria, au Malawi, au Mozambique, au Nigéria, au Rwanda, au Swaziland, en Tanzanie, au Tchad, au Zaïre, en Zambie et au Zimbabwe. Les rapports et publications diffusés à la suite de ces missions sont notamment : un rapport sur le programme d'action dans le domaine énergétique, élaboré pour les Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels, qui a été présenté par le secrétariat de la Zone à la réunion des chefs de ses Etats Membres; l'inventaire et l'évaluation du potentiel en hydrocarbures de certains pays des sous-régions de l'Est, du centre et australe, qui a été communiqué aux Etats intéressés pour qu'ils y donnent suite; un rapport sur les aspects opérationnels et organisationnels de l'utilisation du charbon en Afrique et une étude de l'énergie en Afrique.

50. En Ethiopie, des consultants de l'ONUDI conseillent actuellement le Comité national de l'énergie sur l'utilisation efficace de la technologie du biogaz. L'Inde envoie à l'Ethiopie des appareils ménagers de cuisine et d'éclairage qui peuvent marcher au biogaz et des digesteurs qui produisent du biogaz. On étudie actuellement la possibilité d'équiper des sites agro-industriels de digesteurs plus grands et plus rentables. En Egypte, à Madagascar et en Tanzanie, on exécute des projets relatifs à la fabrication de matériel permettant d'utiliser les sources d'énergie renouvelables, à la gestion de l'énergie et aux économies d'énergie.

51. En Ethiopie, en Somalie et au Soudan, on utilise largement dans les ménages le bois et le charbon de bois pour la cuisine et le chauffage. L'accroissement de la population entraîne des ponctions de plus en plus fortes sur les ressources forestières et le déboisement rapide des forêts. Pour enrayer le mal et améliorer les conditions de vie des populations les plus gravement touchées, l'ONUDI concourt à l'établissement de programmes nationaux du charbon de bois qui prévoient : d'utiliser des fours à charbon de bois simples, construits à partir de matériaux locaux et ayant un rendement deux fois plus grand que les fours traditionnels; de mettre au point des fours modifiés simples et efficaces pour produire du charbon de bois à partir de

résidus agricoles comme la tige de coton; et, enfin, de concevoir pour les ménages de nouveaux fourneaux qui brûlent proprement et efficacement des résidus agricoles.

52. Les résidus provenant de l'agriculture et des industries alimentaires constituent aussi une source possible de combustibles industriels. Pour les utiliser tels quels, il faut un équipement et des procédés nouveaux de ramassage, de manutention et de combustion. Des experts de l'ONUDI, qui offrent leur concours technique à l'Energy Research Council du Soudan, cherchent les moyens de brûler la tige du coton et l'enveloppe de l'arachide dans les chaudières des usines agro-industrielles.

Technologie industrielle et services connexes

53. La coopération technique de l'ONUDI n'a pas seulement eu pour but de renforcer les institutions chargées de promouvoir la petite et moyenne industrie et le développement industriel des zones rurales, instruments de la modernisation de l'économie comme le souligne le programme de la Décennie, mais aussi de développer et soutenir les efforts de normalisation entrepris dans certains pays d'Afrique. Au plan régional, l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN) a bénéficié d'une assistance pour harmoniser les normes des divers pays et leurs systèmes de marques de vérification, et pour diffuser informations et connaissances sur la normalisation, le contrôle de la qualité et la métrologie. Des stagiaires venus de 21 pays d'Afrique ont participé à un atelier de formation organisé par l'ONUDI et l'ORAN, qui a eu lieu à Nairobi (Kenya) en octobre-novembre 1985.

54. L'ONUDI a pris des dispositions pour offrir à des pays africains des services consultatifs techniques sur les technologies de base, dans le cadre du programme financé sur le crédit de 5 millions de dollars dégagé par l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce programme devait avoir un effet direct sur le développement économique de ces pays, offrir une assistance technique pour la remise en état des installations existantes et donner une conscience plus vive du rôle que les pays ont à jouer dans l'acquisition et le transfert des techniques.

55. Du fait qu'il était intégré, ce programme a eu plusieurs fonctions. D'abord, des technologies et des techniques ont été présentées à l'occasion de

une assistance technique a été fournie pour diagnostiquer les unités existantes et, enfin, des conférences ont permis d'informer sur le transfert et l'élaboration de technologies, sur l'évaluation et la négociation des accords de transfert de technologie et sur l'incorporation des politiques nationales concernant la technologie dans les politiques de développement industriel.

56. Les technologies ont été sélectionnées d'après les critères suivants : elles doivent : i) être directement liées à la satisfaction des besoins essentiels; ii) faciliter la transformation sur place des matières premières indigènes, de façon que les économies locales en tirent des avantages mesurables; iii) promouvoir les procédés de fabrication peu coûteuse et assurer le rendement des investissements. Au cours de 1985, le programme a porté sur :

- La production de bâches de plastique utilisées dans l'agriculture
- L'utilisation de procédés de polymérisation consommant peu d'énergie pour produire des matériaux de construction composites
- L'utilisation de minerais non métalliques en agriculture, pour améliorer la conservation des sols et leur degré d'humidité
- Les sources d'énergie de remplacement telles que la biomasse et les minicentrales électriques
- La transformation et l'utilisation du caoutchouc naturel
- La transformation et l'entreposage du poisson et la production de matériel de pêche
- Les industries de transformation des viandes
- Les installations de production d'équipement pour les télécommunications

57. Pendant la deuxième moitié de 1985, les huit pays suivants ont bénéficié du programme : Cameroun, République centrafricaine, Congo, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Nigéria et Sierra Leone. En outre, un séminaire régional, doublé d'une démonstration de matériel sur l'industrie des télécommunications, doit se tenir à Harare (Zimbabwe) pendant l'été 1986 et réunir des participants de 25 pays africains.

58. La démarche dynamique adoptée pour élaborer le programme de l'ONUDI a non seulement permis de faire mieux connaître les possibilités d'assistance technique que l'ONUDI offre aux pays de la région, mais aussi de mettre à

profit les résultats de l'assistance que l'ONUDI a prêtée à d'autres pays et régions. L'assistance technique fournie aux pays auxquels s'adresse ce programme devrait porter ses fruits en 1986-1987, ce qui permettra à l'ONUDI de jouer un rôle croissant dans les programmes d'assistance technique multilatérale à l'Afrique.

59. Les travaux des experts qui ont participé à la réunion organisée en octobre 1984 à Mbabane (Swaziland) par l'OUA, en collaboration avec la CEA, l'ONUDI, le système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et le Centre pour la science et la technique au service du développement, sur le rôle des technologies nouvelles dans l'application du Plan d'action de Lagos et du programme de l'IDDA, ont continué à susciter un intérêt sensible tant dans les pays développés que dans les pays en développement. L'ONUDI a eu des entretiens avec les représentants de certains pays développés sur la mise en oeuvre de certaines recommandations adoptées à cette réunion : les programmes de coopération devraient être prêts au cours de l'année 1986. En décembre 1985, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, en coopération avec le Centre pour la science et la technique au service du développement, a organisé une réunion chargée expressément de voir s'il était possible de mettre en chantier un système de repérage précoce des techniques nouvelles pour l'Afrique.

60. La CEA, en collaboration avec la Fondation allemande pour le développement industriel (DSE) et le Centre régional africain de la technique, a organisé à Addis-Abeba (Ethiopie), en janvier-février 1985, un atelier qui a porté sur les politiques et la planification en matière de technologie dans le secteur non structuré, s'agissant tout particulièrement de l'alimentation, de l'agriculture et de l'énergie dans la sous-région de l'Afrique de l'Est. Les participants ont recommandé, pour que leurs travaux soient mieux répercutés, d'organiser des ateliers nationaux auxquels participeraient activement décideurs et experts, et qui aboutiraient à des politiques et plans nationaux en faveur du secteur non structuré. A la suite de cette recommandation, un atelier national a été organisé à Nairobi (Kenya) pendant le deuxième trimestre de 1985.

61. S'efforçant de mettre en place l'infrastructure scientifique et technologique appropriée, la CEA a entrepris une mission à Madagascar en juillet 1985, pour étudier avec les représentants du gouvernement les mesures

propres à renforcer le mécanisme national de promotion des sciences et des techniques. Il a été recommandé de créer une commission nationale des sciences et des techniques pour coordonner les activités dans ce domaine et de faire de certaines institutions nationales des centres sous-régionaux ou régionaux de formation et de recherche-développement. Le Gouvernement malgache organisera en mai 1986 un séminaire national pour donner suite aux conclusions de la mission.

B. Perfectionnement du personnel, en particulier de gestion

62. Pour offrir aux jeunes cadres africains de l'industrie une expérience technique aussi étendue et d'aussi bonne qualité que celle de leurs homologues dans d'autres pays du tiers monde, et pour favoriser la circulation des connaissances techniques, tant théoriques que pratiques, entre les pays de la région, la CEA et l'ONUDI ont établi un descriptif de projet en vue de créer une association africaine d'échange de stagiaires venus de l'industrie. Les sept pays africains suivants : Egypte, Ethiopie, Kenya, Nigéria, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe doivent se réunir au Caire (Egypte) en février 1986 pour lancer ce projet.

63. Dans le cadre de son projet relatif aux femmes et à l'industrialisation, le Centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF) de la CEA a présenté des études de cas portant sur les femmes et la Décennie du développement industriel en Côte d'Ivoire, en Egypte, au Nigéria et en Tanzanie. Ces quatre études et une série de recommandations sur la prise en compte des femmes dans le programme de la Décennie ont été rassemblées dans une publication qui doit paraître en janvier 1986.

64. Constatant que les entrepreneurs jouent un rôle clef dans le processus de développement d'un pays, l'ONUDI a lancé, avec son programme de formation des cadres de l'industrie, un nouveau moyen de mobiliser les ressources humaines. Cette formule, qui oriente les efforts vers l'individu, va beaucoup plus loin que la simple formation à court terme, car elle s'appuie sur le plaisir de la réussite et d'autres motivations et méthodes mises en lumière par les sciences du comportement. Deux ateliers internationaux se sont tenus à New Delhi (Inde), en février et mars 1985. L'un portait sur la mise en commun par les

On a défini à cette occasion une série de mesures propres à resserrer la coopération entre les centres et les moyens de surmonter les obstacles qui s'opposent actuellement aux échanges.

77. Dans le domaine de la coopération industrielle, l'ONUDI et la CEA ont soumis aux Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe des propositions de négociation portant sur les industries métallurgique, mécanique et chimique; on en trouvera le détail plus haut dans les rubriques consacrées aux activités des sous-secteurs. La CEA a également continué à prêter son concours aux Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels. A sa deuxième réunion, tenue à Lusaka (Zambie) en juin 1985, le Sous-Comité du fer et de l'acier des Etats membres de la Zone a recommandé que la CEA collabore étroitement avec le secrétariat de la Zone et veille avec lui à ce que les priorités fixées pour la Décennie et pour les Etats membres, en matière d'industrie sidérurgique, soient respectées.

78. L'ONUDI et la CEA ont également renouvelé les efforts qu'elles avaient entrepris pour promouvoir une coopération technique et économique entre les pays africains et les autres pays en développement ou institutions pertinentes. L'accent a été mis sur le développement industriel à l'effet d'accélérer la mise en oeuvre du programme de l'IDDA et d'encourager les pays en développement à accéder à une autonomie individuelle et collective. La CEA et l'ONUDI ont joué à cet égard un rôle de soutien et de catalyseur qui a consisté, en majeure partie, à fournir l'assistance requise pour mettre en contact ou réunir les divers pays et institutions régionales. Les deux organisations ont également aidé à identifier les projets se prêtant à une coopération multilatérale, à mobiliser des ressources et des compétences, à organiser des réunions et à accorder un appui dans les limites de leurs ressources.

79. Dans le secteur métallurgique par exemple, il a été proposé de créer un groupement de pays africains complémentaires dotés des matières premières entrant dans la composition de l'acier, pour faciliter les négociations commerciales. Dans le même ordre d'idées, la CEA a invité des groupes économiques sous-régionaux tels que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des Etats de l'Afrique

centrale, la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et l'Union du fleuve Manon à promouvoir des programmes industriels d'intérêt commun, aussi bien au sein de leurs membres qu'en collaboration avec des organisations industrielles non africaines telles que l'Asian Network for Industrial Technology Information and Extension (TECNET ASIA), le Regional Network for Agricultural Machinery (RNAM) et le Réseau régional de consultation, de recherche et d'information sur les engrais pour l'Asie et le Pacifique. La CEA a également pris contact avec ces organisations en les invitant à conclure des arrangements pertinents de coopération avec les groupements économiques africains.

G. Etudes et recherches industrielles

80. S'agissant d'études et de recherches industrielles, l'ONUDI a fait une étude approfondie du secteur manufacturier de la Guinée-Bissau comportant une analyse de la situation actuelle et des perspectives d'avenir ainsi que des recommandations sur la politique à suivre pour réaliser une industrialisation mieux intégrée. Elle compte entreprendre des études de même nature au Mozambique en 1986. L'Organisation a également mené à bien une étude du secteur manufacturier du Zimbabwe, conjuguant à l'analyse approfondie des progrès réalisés, du potentiel national et des contraintes un examen des politiques suivies en matière de technologie, de promotion des exportations, de substitution des importations et d'investissement et une évaluation du rôle du pays dans la coopération régionale. L'étude a servi de base à un atelier, réunissant des participants de haut niveau, tenu à Harare (Zimbabwe) en décembre 1985 où ont été examinées des stratégies de développement industriel.

81. L'ONUDI a également entrepris une étude des concours fournis au titre de l'Aide publique au développement (APD) au secteur manufacturier des pays au sud du Sahara afin d'en évaluer les formes et le volume dans l'industrie de la région, les perspectives d'expansion et les implications pour les politiques dans ce domaine. Une étude sur les politiques et mesures adoptées pour la promotion de coopératives industrielles en Afrique (UNIDO/IS.561) a en outre été préparée à l'intention d'une consultation régionale d'experts sur le rôle des coopératives rurales dans les secteurs productifs en Afrique qui devait se tenir en 1986.

82. Dans le courant de 1985, l'ONUDI a fait paraître, dans la série des monographies consacrées au développement industriel, des études sur le Nigéria (UNIDO/IS.557), le Swaziland (UNIDO/IS.516), le Soudan (UNIDO/IS.541) et la Zambie (UNIDO/IS.520). On prévoit la parution en 1986 d'études portant, entre autres, sur le Botswana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, la Gambie, le Ghana, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mali et le Zimbabwe. Ces études par pays fournissent un tour d'horizon et une brève description du secteur industriel du pays considéré.

83. A la demande de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, l'ONUDI a entrepris d'étudier la possibilité d'accélérer le développement industriel en utilisant le dispositif de coopération sous-régionale mis en place par cet organisme (UNIDO/IS.570). Elle a également entrepris de donner, dans une étude complémentaire, un aperçu sur les industries d'extraction minière et de transformation des minéraux de la sous-région (UNIDO/IS.560). En consultation avec le secrétariat de la Zone d'échanges préférentiels, elle a en outre établi un projet d'étude de l'industrie sidérurgique des pays membres dont la réalisation est actuellement en cours d'examen. A la demande de l'OUA, l'ONUDI a également organisé à Vienne (Autriche), en mai 1985, une réunion d'experts de haut niveau consacrée à la dette extérieure de l'Afrique dans le secteur industriel. La réunion a débouché sur la publication par l'ONUDI d'études exhaustives sur les rapports entre la dette extérieure et le secteur industriel en Afrique (UNIDO/IS.536 et UNIDO/IS.537), qui ont servi de documents de travail lors des préparatifs de la vingt et unième Conférence au sommet de l'OUA.

84. Dans le courant de l'année, plusieurs pays ont prié l'ONUDI de les aider à diagnostiquer les problèmes affectant leurs industries. L'assistance actuellement accordée au Burkina Faso, au Libéria, au Rwanda et au Sierra Leone devrait déboucher sur des programmes globaux de redressement de divers sous-secteurs industriels. Ces analyses sont financées sur les fonds alloués à l'IDDA, et dans l'un des pays des cadres supérieurs à la retraite effectuent cet important travail d'évaluation des usines existantes à titre gracieux.

85. L'ONUDI a, en outre, entrepris en 1985 des études sur les options et les stratégies ouvertes en matière de production de biens d'équipement électrique dans 11 pays (UNIDO/IS.507/Add.1) au nombre desquels figurent l'Algérie, le

Cameroun, l'Egypte et la Tanzanie. Outre la consultation consacrée à ce secteur et comme suite à celle-ci, l'ONUDI a organisé, en juin 1985 à Vienne (Autriche), une réunion d'experts pour l'élaboration de stratégies et de politiques en vue du développement de l'industrie des biens d'équipement en Afrique. La réunion a groupé des participants de 16 pays africains.

86. Une publication sur l'industrie sidérurgique en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Nord et en Afrique australe est en préparation, les études sur les machines agricoles et l'équipement rural en Afrique ainsi que sur l'industrie des biens d'équipement en Afrique, revues et mises à jour, seront publiées dans le courant de 1986.

87. Comme au cours des années précédentes, l'ONUDI a préparé une analyse statistique annuelle de la situation industrielle mondiale (UNIDO/IS.506) qui fait le point de la situation dans les diverses régions. Elle a également publié Africa in Figures (l'Afrique en chiffres) (UNIDO/IS.517) dont le contenu est pour l'essentiel tiré du Manuel de statistiques industrielles (1984) (ID/328) qui contient d'abondantes données statistiques sur l'industrie en Afrique. Elle a entrepris en même temps de compiler des statistiques industrielles concernant plus particulièrement le Bénin et le Burkina Faso qui paraîtront en 1986 dans un nouveau numéro de l'Industrie africaine en chiffres. La situation des pays les moins avancés a en outre fait l'objet du dernier numéro de l'Etude du développement industriel intitulée l'Industrie dans les années 1980 : Changement structurel et interdépendance (ID/331) consacré aux modifications de la carte industrielle du monde. Des suggestions sur les moyens pour l'Afrique d'augmenter ses échanges avec les autres régions en développement dans des secteurs industriels précis ont également été formulées dans la publication Industry and Development: Global Report 1985 (ID/333)

H. Efforts pour faire connaître la Décennie

88. L'ONUDI s'est attachée à mieux faire connaître l'IDDA afin de promouvoir l'industrialisation du continent en amenant les pays africains et les pays donateurs à s'engager résolument sur la voie de politiques de développement économique axées sur l'industrie. Les activités organisées dans ce cadre

visaient à faire prendre davantage conscience au public du rôle de l'industrie dans le processus du développement, en Afrique comme ailleurs. Il est en effet évident que les efforts faits pour industrialiser l'Afrique et autres tentatives parallèles lancées dans le cadre de la Décennie passeront en grande partie inaperçus si une action concertée n'est pas entreprise pour leur assurer une large audience.

89. Dans le courant de 1985, l'ONUDI a donc adopté une approche plus agressive et plus directe de manière à établir des contacts rapides, sans intermédiaires, avec la presse internationale. Le résultat voulu a été obtenu au moyen de conférences de presse, de missions se concluant par des reportages et de séances d'information suivies de discussions. Il y a lieu d'espérer que les contacts ainsi noués amèneront les principaux journaux et magazines économiques du monde à accorder une place plus importante à la Décennie et aux efforts d'industrialisation de l'Afrique.

90. Durant la quatrième Foire commerciale panafricaine organisée par l'OUA, en collaboration avec la CEA et l'ONUDI à Lomé (Togo) en novembre et décembre 1985, l'accent a tout particulièrement été mis sur les problèmes posés par l'industrialisation de l'Afrique et sur la signification de la Décennie. C'est ainsi qu'on a organisé des activités spéciales pour promouvoir l'IDDA dont un séminaire sur la Décennie et les perspectives d'investissement et de finance et une série d'activités visant à promouvoir les investissements.

91. La CEA a elle aussi poursuivi les efforts entrepris pour populariser la Décennie. La préparation pour publication du numéro de 1985 du bulletin annuel "Investment Africa" a été achevée. On y trouve, outre des renseignements sur les possibilités d'investissement dans l'industrie, une description de l'état d'avancement du programme pour la Décennie.

I. Activités de coopération technique

92. Dans sa résolution 39/233, l'Assemblée générale des Nations Unies avait décidé d'allouer un montant de cinq millions de dollars à l'ONUDI pour financer les activités de coopération technique liées à la Décennie dans

divers domaines tels que la stratégie, les politiques et la planification industrielles, les produits chimiques, le redressement des entreprises publiques, les études de faisabilité, les programmes de formation, la création de réseaux de réparation et de maintenance, des ateliers métallurgiques et des usines pilotes pour le traitement des matières premières disponibles sur place. Le programme d'utilisation des fonds, établi par la suite, reflète fidèlement les secteurs jugés prioritaires que l'on s'est efforcé de développer dans le cadre du programme pour la Décennie : 39 projets ont été exécutés ou lancés au moyen des fonds ainsi alloués en 1985.

III. MESURES A PRENDRE PAR LA CONFERENCE

93. La Conférence voudra sans doute prendre note du présent rapport et demander qu'il soit transmis, accompagné de ses commentaires et recommandations, au Conseil du développement industriel de l'ONUDI, à la Conférence des ministres de la CEA, au Conseil économique et social de l'Assemblée générale des Nations Unies (ECOSOC) et, par l'intermédiaire du Conseil des ministres de l'OUA, à la prochaine session de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation.

I. Activités de coopération technique

67. Le montant de 5 millions de dollars voté par l'Assemblée générale des Nations Unies a permis d'aider un certain nombre d'organisations intergouvernementales de la région - Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et Union douanière et économique de l'Afrique centrale - à promouvoir et à remanier le programme intégré de promotion industrielle à l'échelon sous-régional qui avait été formulé durant la phase préparatoire de préparation du programme pour la Décennie. A l'aide de ce même montant, l'ONUDI a collaboré avec les gouvernements à l'organisation d'ateliers nationaux consacrés à la révision des stratégies et plans industriels, auxquels ont assisté des représentants des secteurs public et privé, ainsi que d'institutions financières et autres organismes de soutien à l'industrie. En 1985, des ateliers ont ainsi eu lieu dans six pays (Bénin, Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Ouganda, Sierra Leone) et au nombre de ceux projetés pour 1986 on compte la République centrafricaine, Madagascar et le Zaïre.

68. Au Zaïre, un projet majeur de l'ONUDI a permis d'introduire de nouvelles procédures comptables et financières dans les grandes entreprises d'Etat. Les principaux problèmes de gestion ont été examinés par une équipe d'experts qui a également effectué des études approfondies visant à diagnostiquer les problèmes qui pèsent sur la production; ces études ont ensuite servi de base à l'élaboration d'une série de plans de réorganisation et de redressement pour diverses usines. On s'attend maintenant à ce que le Gouvernement zaïrois demande une aide complémentaire pour mettre en oeuvre ces recommandations qui devraient accroître sensiblement l'utilisation de la capacité de production et l'efficacité des usines. On a parallèlement introduit des programmes intensifs de formation dans diverses entreprises d'Etat et au Département du portefeuille. L'accent a tout particulièrement été mis sur la préparation d'audits internes et externes.

69. Au Mali, l'ONUDI a aidé un certain nombre d'usines à diagnostiquer les problèmes qui entravaient le bon fonctionnement et à établir un programme de réorganisation et de redressement. La productivité et l'utilisation de la capacité de production de ces usines, établies à l'origine par le Centre d'études et de promotion industrielles (CEPI), sont assez basses, pour partie en raison de problèmes internes de gestion et surtout du fait de problèmes économiques étrangers à l'entreprise. On prévoit la mise au point de

petites entreprises industrielles des pays en développement de leurs connaissances et de leur expérience, et a été conduit en liaison avec un atelier itinérant sur l'expérience indienne de développement de la petite industrie; l'autre portait sur la formation des femmes chefs d'entreprise industrielle. Les pays africains étaient bien représentés à ces ateliers et on se dispose à mettre en place, dans les pays de la sous-région d'Afrique australe, un programme visant la constitution d'une pépinière d'entrepreneurs.

C. Planification industrielle

65. Comme au cours des années précédentes, l'ONUDI a axé son action en matière de politique de planification et de programmation industrielles sur l'Afrique. Ces efforts avaient pour objectif principal la création d'un secteur industriel efficace et intégré, capable de contribuer à une croissance économique rapide et soutenue, et notamment à la transformation et à la valorisation des ressources nationales pour les marchés intérieurs et l'exportation. L'ONUDI a continué de contribuer à l'élaboration de plans directeurs de l'industrie au Cameroun, au Cap-Vert, en Côte d'Ivoire et au Mali. Au Sénégal, elle a aidé le gouvernement à établir le programme d'action industrielle qui devait être soumis à une réunion consultative sectorielle des pays donateurs réunie par la Banque mondiale. En Guinée, elle a aidé les services officiels à préparer un programme provisoire de redressement du secteur industriel. A ces initiatives diverses s'ajoute l'assistance prêtée par l'ONUDI à des pays tels que le Rwanda, pour reconsidérer et reformuler leurs stratégies et politiques industrielles.

66. L'aide accordée par l'ONUDI s'est par ailleurs étendue à l'amélioration du fonctionnement de certains secteurs publics. En Algérie, par exemple, l'ONUDI a aidé l'Institut de planification et de gestion à mener une enquête approfondie destinée à révéler les défauts des mécanismes de réglementation du secteur industriel public. Dans le cadre de cette activité, on prévoit la tenue, à l'intention des hauts fonctionnaires et représentants des entreprises publiques en Afrique, d'un atelier régional qui fournira l'occasion d'examiner la situation des industries publiques de la région et de formuler des recommandations sur les mesures propres à améliorer l'efficacité du secteur.

D. Mobilisation de ressources financières

70. En un effort pour accroître l'apport aux entreprises industrielles africaines de ressources émanant de secteurs privés étrangers, l'ONUDI a effectué dans les pays au sud du Sahara des missions prolongées dont l'objet était d'identifier et de préparer des projets viables d'investissement à soumettre aux pays industrialisés. Ces missions ont eu pour résultat l'établissement d'un portefeuille africain comprenant quelque 800 projets que l'Organisation s'efforce actuellement de promouvoir. Deux cent soixante quatorze de ces projets intéressent les pays les moins avancés du continent. Ce déploiement d'activité a permis à l'ONUDI d'attirer des investissements se chiffrant à 120 millions de dollars environ pour la région.

71. Deux réunions de promotion des investissements ont été organisées en 1985 dans les sous-régions Afrique centrale, Afrique de l'Est et Afrique australe. Elles ont attiré de nombreux participants de pays industrialisés ainsi que des promoteurs locaux de projets.

72. L'ONUDI a également formé des ressortissants de la région aux techniques de promotion des investissements en utilisant les services de promotion des investissements dont elle dispose à Paris, New York et Cologne. Les stagiaires, faisant office de représentants de leurs gouvernements respectifs, se sont employés à promouvoir des projets intéressant leurs pays dans le pays hôte.

E. Activités de préinvestissement

73. C'est en majeure partie de la solidité des études de préinvestissement et du soin apporté à l'évaluation des projets d'investissement que dépend l'obtention de capitaux d'investissement. Les méthodes mises au point par l'ONUDI pour la préparation et l'évaluation des projets sont de plus en plus largement acceptées, et les études préparées par des institutions avec le concours de l'ONUDI sont généralement bien accueillies par les organismes chargés de promouvoir les investissements. L'Organisation a donc poursuivi les efforts qu'elle avait engagés pour relever le niveau des compétences

locales et former les personnels nationaux à l'application des méthodes et techniques modernes d'identification, de préparation et d'évaluation des projets, au nombre desquels figure en bonne place l'utilisation du Modèle informatique de l'ONUDI pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité (COMFAR).

74. Dans cette optique, l'ONUDI, en coopération avec la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), a organisé un programme de formation d'une durée de six semaines, portant sur la préparation et l'évaluation des projets industriels à Gisenyi et à Kigali (Rwanda) en novembre-décembre 1985. Ce programme a attiré 25 participants appartenant à la région. L'accent a été mis, durant la formation, sur les aspects pratiques de la préparation des études de faisabilité. Les participants se sont également familiarisés avec les aspects pratiques de l'application du Modèle COMFAR à la préparation et à l'évaluation des projets. A la suite de ces réunions, l'ONUDI a fourni à la CEPGL le matériel informatique, les manuels et le matériel d'enseignement requis. L'ONUDI prévoit d'organiser des cours de même nature à l'intention de la région en 1986.

F. Coopération industrielle interafricaine

75. Comme suite aux quatre réunions sous-régionales tenues à la fin de 1983 et au début de 1984 sur la promotion de la coopération industrielle interafricaine dans le cadre de l'IDDA, l'ONUDI a lancé en 1985 une deuxième série de réunions ayant pour objet d'examiner, d'adapter et de remanier le programme initial (voir également par. 7 ci-dessus). La réunion sous-régionale consacrée à l'Afrique de l'Ouest s'est tenue à Lomé (Togo) en décembre 1985, et celle destinée à la sous-région de l'Afrique centrale à Bujumbura (Burundi) en janvier 1986. Les réunions intéressant les autres sous-régions devraient se tenir en 1986. On trouvera des détails sur les résultats de ces réunions dans les documents ID/WG.455/4 et ID/WG.456/4.

76. Comme suite à la décision prise par les plénipotentiaires du Centre multinational de programmation et d'exécution des projets d'Afrique du Nord en mars-avril 1984, la CEA a organisé un atelier pour les directeurs des centres nord africains de promotion des exportations à Tanger (Maroc) en mars 1985.